

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

S/C/9
31 mars 1999

(99-1352)

Conseil du commerce des services

TEXTE DE L'"ACCORD ENTRE L'UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE" QU'IL EST ENVISAGÉ DE CONCLURE

Approuvé par le Conseil du commerce des services
le 23 mars 1999

On trouvera ci-joint le texte, tel qu'il a été approuvé par le Conseil du commerce des services à sa réunion du 23 mars 1999, de l'"Accord entre l'Union internationale des télécommunications et l'Organisation mondiale du commerce" qu'il est envisagé de conclure. Le texte de l'accord envisagé est reproduit dans l'annexe I. L'annexe II contient le "commentaire convenu" sur les dispositions de l'accord envisagé.

L'accord envisagé sera examiné par le Conseil de l'UIT à la réunion qu'il tiendra du 14 au 25 juin 1999.

ANNEXE I

ACCORD ENTRE L'UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

PRÉAMBULE

CONSIDÉRANT les interactions toujours plus nombreuses entre les politiques commerciales et les politiques de télécommunication menées par les différents pays en raison de la mondialisation des marchés et la prise de conscience accrue du fait que les télécommunications sont un service faisant l'objet d'échanges commerciaux;

RECONNAISSANT l'interdépendance accrue entre les différents aspects de l'élaboration des politiques commerciales et de télécommunication qui relèvent respectivement de l'Union internationale des télécommunications ("UIT") et de l'Organisation mondiale du commerce ("OMC");

RECONNAISSANT les relations de collaboration étroites existant depuis plusieurs décennies entre l'UIT et les PARTIES CONTRACTANTES à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce ainsi que l'importance du maintien et du renforcement de ces relations entre l'UIT et l'OMC;

TENANT COMPTE des ARTICLES 8 et 50 de la Constitution de l'UIT (Genève, 1992), qui prévoient la conclusion d'accords entre l'UIT et d'autres organisations internationales ainsi que l'instauration d'une coopération entre l'UIT et d'autres organisations internationales;

TENANT COMPTE de l'ARTICLE V de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce, de l'ARTICLE XXVI de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) concernant les consultations et la coopération entre l'OMC et les institutions spécialisées du système des Nations Unies et de la section 7 de son Annexe sur les télécommunications reconnaissant "le rôle joué par les organisations et accords intergouvernementaux et non gouvernementaux dans le bon fonctionnement des services nationaux et mondiaux de télécommunication, et en particulier celui de l'Union internationale des télécommunications" et disposant que "[l]es Membres prendront des dispositions appropriées, lorsqu'il y aura lieu, en vue de consultations avec ces organisations sur des questions découlant de la mise en œuvre de la présente annexe";

L'UIT et l'OMC conviennent de ce qui suit:

PARAGRAPHE 1

L'UIT et l'OMC coopèrent dans le cadre de leurs mandats respectifs, conformément aux dispositions du présent accord.¹

PARAGRAPHE 2

L'UIT et l'OMC définissent des domaines d'intérêt commun dans le cadre de leurs mandats respectifs, en insistant notamment sur les questions d'ordre technique et réglementaire et les questions

¹ Aux fins du présent accord, toute référence à l'UIT ou à l'OMC en tant que telle (et non expressément au Secrétariat de l'UIT ou au Secrétariat de l'OMC) ou à l'institution ou l'organisation s'entend respectivement des organes directeurs de l'UIT et de l'OMC (par exemple, la Conférence ministérielle, le Conseil général ou le Conseil du commerce des services).

de développement pour lesquelles la coopération est susceptible de promouvoir les intérêts des deux organisations. Le Secrétariat de l'OMC et le Secrétariat de l'UIT s'efforcent de coopérer en ce qui concerne le commerce des services de télécommunication dans les domaines d'intérêt commun définis conformément au présent paragraphe.

PARAGRAPHE 3

L'OMC invite le Secrétariat de l'UIT à assister en qualité d'observateur aux réunions de la Conférence ministérielle et du Conseil du commerce des services. Le Secrétariat de l'UIT est invité également à assister en qualité d'observateur aux réunions des autres organes de l'OMC pertinents (à l'exception du Comité du budget, des finances et de l'administration, de l'Organe de règlement des différends, de l'Organe d'appel et des groupes spéciaux chargés du règlement des différends), dans les cas où l'organe concerné considère que des questions présentant un intérêt commun pour les deux organisations seront à l'étude.

PARAGRAPHE 4

L'UIT invite le Secrétariat de l'OMC à assister en qualité d'observateur aux conférences et réunions de l'Union ou de ses Commissions d'études lorsque des questions présentant un intérêt commun pour les deux organisations seront à l'étude.

PARAGRAPHE 5

Le Secrétariat de l'OMC communique au Secrétariat de l'UIT l'ordre du jour de chaque réunion de l'OMC (à l'exception de celles du Comité du budget, des finances et de l'administration, de l'Organe de règlement des différends, de l'Organe d'appel et des groupes spéciaux chargés du règlement des différends) quand il est distribué à l'OMC, si l'ordre du jour inclut une question relative aux télécommunications susceptible d'intéresser l'UIT. Le Secrétariat de l'UIT communique au Secrétariat de l'OMC l'ordre du jour de chaque conférence ou réunion de l'Union ou de ses Commissions d'études quand il est distribué à l'UIT, si l'ordre du jour inclut une question relative aux télécommunications susceptible d'intéresser l'OMC. Les Secrétariats de l'UIT et de l'OMC se communiquent mutuellement, d'avance, les documents pertinents des réunions auxquelles ils sont invités à participer, conformément aux dispositions du présent accord.

PARAGRAPHE 6

Le Secrétariat de l'UIT et le Secrétariat de l'OMC s'efforcent de coopérer en ce qui concerne les activités d'assistance et de coopération technique, dans le cadre de leurs mandats respectifs, pour les pays en développement et communiquent des renseignements sur les questions d'ordre réglementaire relatives au commerce des services de télécommunication, de façon à en accroître au maximum l'utilité pour leurs Membres et à garantir leur complémentarité. À cette fin, le Secrétariat de l'UIT et le Secrétariat de l'OMC maintiennent des contacts réguliers et se tiennent mutuellement informés de la coopération technique pertinente que chacune des Parties est appelée à assurer.

PARAGRAPHE 7

Aux fins du présent accord, le Secrétaire général de l'UIT et le Directeur général de l'OMC veillent à ce qu'une coopération s'instaure entre les membres du personnel des deux institutions et, à cette fin, conviennent de procédures appropriées régissant la collaboration et l'organisation d'échanges d'informations réguliers sur des questions d'ordre technique, réglementaire et politique.

PARAGRAPHE 8

L'UIT et l'OMC reconnaissent l'importance de ne pas supporter des coûts budgétaires additionnels pour mettre en œuvre les activités visées aux paragraphes 6 et 7 qu'ils pourront identifier et décider d'entreprendre conjointement. Si nécessaire, d'autres sources de financement appropriées sont arrêtées par les Secrétariats.

PARAGRAPHE 9

Sous réserve des limitations qui peuvent être nécessaires pour respecter le caractère confidentiel des données, l'UIT et l'OMC prennent des dispositions pour assurer l'échange, au moment opportun, de renseignements, rapports et autres documents d'intérêt mutuel, y compris l'accès à des bases de données, et font en sorte que les renseignements qui pourraient être communiqués au titre du présent accord ne soient utilisés que dans les limites indiquées par l'autre Partie.

PARAGRAPHE 10

Le Secrétaire général de l'UIT et le Directeur général de l'OMC sont responsables de la mise en œuvre du présent accord et, à cet effet, prennent les dispositions pratiques qu'ils jugent appropriées et informent et consultent régulièrement leurs Membres respectifs au sujet des questions se rapportant à la mise en œuvre du présent accord.

PARAGRAPHE 11

Le présent accord est réexaminé à la demande de l'UIT ou de l'OMC et peut être modifié par accord mutuel écrit.

PARAGRAPHE 12

Le présent accord peut être dénoncé par l'UIT ou l'OMC, par notification écrite adressée à l'autre Partie, et cesse de produire ses effets six mois après la date de réception de ladite notification, à moins que les Parties n'en aient convenu autrement.

PARAGRAPHE 13

Après approbation par le Conseil de l'UIT et le Conseil général de l'OMC, le présent accord entre en vigueur à la date de sa signature. Son entrée en vigueur définitive prend effet à la date à laquelle l'OMC reçoit notification de son approbation par la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT.

Fait à Genève le [1999].

Pour l'Union internationale des
télécommunications

Y. UTSUMI
Secrétaire général

Pour l'Organisation mondiale
du commerce

R. RUGGIERO
Directeur général

ANNEXE II

Commentaire convenu

sur

L'ACCORD ENTRE L'UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

(Pas de commentaire sur le préambule)

PARAGRAPHE 1

L'UIT et l'OMC coopèrent dans le cadre de leurs mandats respectifs, conformément aux dispositions du présent accord.¹

Commentaire: Ce paragraphe pose les bases de la coopération entre l'UIT et l'OMC.

PARAGRAPHE 2

L'UIT et l'OMC définissent des domaines d'intérêt commun dans le cadre de leurs mandats respectifs, en insistant notamment sur les questions d'ordre technique et réglementaire et les questions de développement pour lesquelles la coopération est susceptible de promouvoir les intérêts des deux organisations. Le Secrétariat de l'OMC et le Secrétariat de l'UIT s'efforcent de coopérer en ce qui concerne le commerce des services de télécommunication dans les domaines d'intérêt commun définis conformément au présent paragraphe.

Commentaire: Ce paragraphe prévoit que l'UIT et l'OMC définiront conjointement des domaines d'intérêt commun en vue de faire en sorte que leurs activités soient complémentaires et permettent d'accroître au maximum les avantages à retirer du commerce des services de télécommunication dans le cadre de leurs mandats respectifs. Ce paragraphe n'autorisait ni l'UIT ni l'OMC à entreprendre des activités ne relevant pas de leurs mandats respectifs.

PARAGRAPHE 3

L'OMC invite le Secrétariat de l'UIT à assister en qualité d'observateur aux réunions de la Conférence ministérielle et du Conseil du commerce des services. Le Secrétariat de l'UIT est invité également à assister en qualité d'observateur aux réunions des autres organes de l'OMC pertinents (à l'exception du Comité du budget, des finances et de l'administration, de l'Organe de règlement des différends, de l'Organe d'appel et des groupes spéciaux chargés du règlement des différends), dans les cas où l'organe concerné considère que des questions présentant un intérêt commun pour les deux organisations seront à l'étude.

¹ Aux fins du présent accord, toute référence à l'UIT ou à l'OMC en tant que telle (et non expressément au Secrétariat de l'UIT ou au Secrétariat de l'OMC) ou à l'institution ou l'organisation s'entend respectivement des organes directeurs de l'UIT et de l'OMC (par exemple la Conférence ministérielle, le Conseil général ou le Conseil du commerce des services).

Commentaire: Ce paragraphe concerne la participation d'un représentant du Secrétariat de l'UIT, en qualité d'observateur, aux réunions des organes de l'OMC mentionnés. L'UIT pourrait également avoir le statut d'observateur dans d'autres organes de l'OMC, dans les cas où l'organe concerné considère que des questions présentant un intérêt commun pour les deux organisations seront à l'étude.

PARAGRAPHE 4

L'UIT invite le Secrétariat de l'OMC à assister en qualité d'observateur aux conférences et réunions de l'Union ou de ses Commissions d'études lorsque des questions présentant un intérêt commun pour les deux organisations seront à l'étude.

Commentaire: Ce paragraphe concerne la participation d'un représentant du Secrétariat de l'OMC, en qualité d'observateur, aux réunions de l'UIT mentionnées. Il serait déterminé si "des questions présentant un intérêt commun pour les deux organisations seront à l'étude" conformément aux dispositions pertinentes de la Constitution et de la Convention de l'UIT et après des consultations informelles entre le Secrétariat de l'OMC et le Secrétariat de l'UIT.

PARAGRAPHE 5

Le Secrétariat de l'OMC communique au Secrétariat de l'UIT l'ordre du jour de chaque réunion de l'OMC (à l'exception de celles du Comité du budget, des finances et de l'administration, de l'Organe de règlement des différends, de l'Organe d'appel et des groupes spéciaux chargés du règlement des différends) quand il est distribué à l'OMC, si l'ordre du jour inclut une question relative aux télécommunications susceptible d'intéresser l'UIT. Le Secrétariat de l'UIT communique au Secrétariat de l'OMC l'ordre du jour de chaque conférence ou réunion de l'Union ou de ses Commissions d'études quand il est distribué à l'UIT, si l'ordre du jour inclut une question relative aux télécommunications susceptible d'intéresser l'OMC. Les Secrétariats de l'UIT et de l'OMC se communiquent mutuellement, d'avance, les documents pertinents des réunions auxquelles ils sont invités à participer, conformément aux dispositions du présent accord.

Commentaire: Pour les réunions auxquelles sont invités à participer les représentants de l'une ou l'autre institution, chaque institution communique l'ordre du jour et les documents pertinents de la réunion d'avance et quand ils sont officiellement distribués dans chaque institution. Ces mesures devraient permettre à l'une et l'autre institution de se tenir dûment informées de leurs activités mutuelles au moment opportun.

PARAGRAPHE 6

Le Secrétariat de l'UIT et le Secrétariat de l'OMC s'efforcent de coopérer en ce qui concerne les activités d'assistance et de coopération technique, dans le cadre de leurs mandats respectifs, pour les pays en développement et communiquent des renseignements sur les questions d'ordre réglementaire relatives au commerce des services de télécommunication, de façon à en accroître au maximum l'utilité pour leurs Membres et à garantir leur complémentarité. À cette fin, le Secrétariat de l'UIT et le Secrétariat de l'OMC maintiennent des contacts réguliers et se tiennent mutuellement informés de la coopération technique pertinente que chacune des Parties est appelée à assurer.

Commentaire: Ce paragraphe prévoit une coopération entre les Secrétariats de l'UIT et de l'OMC en relation avec l'assistance technique pour les pays en développement. Aux termes de ce paragraphe, l'OMC n'est pas tenue de fournir une assistance technique aux Membres de l'UIT qui ne sont pas Membres de l'OMC ni ne négocient leur accession à cette organisation.

La coopération envisagée pourra notamment poursuivre et développer les programmes et les séminaires d'information sur l'AGCS en ce qui concerne les télécommunications pour les pays en développement.

PARAGRAPHE 7

Aux fins du présent accord, le Secrétaire général de l'UIT et le Directeur général de l'OMC veillent à ce qu'une coopération s'instaure entre les membres du personnel des deux institutions et, à cette fin, conviennent de procédures appropriées régissant la collaboration et l'organisation d'échanges d'informations réguliers sur des questions d'ordre technique, réglementaire et politique.

Commentaire: Cette disposition générale affirme la pratique de la coopération entre les membres du personnel des deux institutions. Les modalités de cette coopération peuvent être arrêtées par le Secrétaire général de l'UIT et le Directeur général de l'OMC conformément à l'autorité qui leur est conférée s'agissant de la mise en œuvre de l'Accord (voir paragraphe 10 ci-dessous). Elle prévoit un échange de documentation régulier entre les deux institutions ainsi que des consultations selon que de besoin au niveau des membres du personnel et la possibilité d'envisager conjointement des travaux de recherche, des séminaires et des ateliers ainsi que des projets d'assistance technique dans des domaines d'intérêt mutuel.

Le Secrétariat de l'UIT continuera à donner accès au Secrétariat de l'OMC à la base de données des indicateurs de télécommunication et lui fournira gracieusement des exemplaires sous la forme appropriée (papier, disquette ou CD-ROM) des publications de l'UIT d'intérêt commun. Les membres du personnel de l'UIT examineront avec compréhension les autres demandes d'informations et de statistiques émanant du Secrétariat de l'OMC, étant entendu que toute documentation de l'UIT fournie à l'OMC est protégée par le droit d'auteur et que sa redistribution en dehors du Secrétariat de l'OMC est interdite.

Le Secrétariat de l'OMC donnera accès aux membres du personnel de l'UIT à la base de données sur les services de l'OMC et aux listes finales d'engagements des Membres de l'OMC et leur fournira gracieusement des exemplaires sous la forme appropriée (papier, disquette ou CD-ROM) des publications de l'OMC d'un intérêt commun, étant entendu que la documentation fournie par l'OMC est protégée par le droit d'auteur et que sa redistribution en dehors des membres du personnel de l'UIT est interdite. Les membres du personnel de l'OMC examineront avec compréhension les autres demandes d'informations, de statistiques ou de bases de données émanant du Secrétariat de l'UIT.

Il est entendu que tout renseignement fourni conformément à ce paragraphe pourra faire l'objet d'une obligation de confidentialité en vertu du paragraphe 9.

PARAGRAPHE 8

L'UIT et l'OMC reconnaissent l'importance de ne pas supporter des coûts budgétaires additionnels pour mettre en œuvre les activités visées aux paragraphes 6 et 7 qu'ils pourront identifier et décider d'entreprendre conjointement. Si nécessaire, d'autres sources de financement appropriées sont arrêtées par les Secrétariats.

Commentaire: Les deux institutions sont conscientes des contraintes budgétaires et de l'importance d'éviter des augmentations des coûts globaux pour les Membres. Les deux organisations ont, dans le passé, coopéré avec d'autres organisations internationales et non gouvernementales pour obtenir le financement d'études techniques et de projets d'assistance

technique à l'intention des pays en développement et elles entendent continuer à procéder ainsi dans l'avenir pour assurer, selon que de besoin, le financement adéquat des activités communes de cette nature qui sont pertinentes.

PARAGRAPHE 9

Sous réserve des limitations qui peuvent être nécessaires pour respecter le caractère confidentiel des données, l'UIT et l'OMC prennent des dispositions pour assurer l'échange, au moment opportun, de renseignements, rapports et autres documents d'intérêt mutuel, y compris l'accès à des bases de données, et font en sorte que les renseignements qui pourraient être communiqués au titre du présent accord ne soient utilisés que dans les limites indiquées par l'autre Partie.

Commentaire: Aux termes de ce paragraphe, chaque institution est tenue de préserver la confidentialité des renseignements reçus de l'autre organisation. Il découle de la formulation générale de ce paragraphe que des restrictions pourront être imposées en ce qui concerne l'utilisation des renseignements dans le cadre de l'institution ou en dehors de celle-ci.

PARAGRAPHE 10

Le Secrétaire général de l'UIT et le Directeur général de l'OMC sont responsables de la mise en œuvre du présent accord et, à cet effet, prennent les dispositions pratiques qu'ils jugent appropriées et informent et consultent régulièrement leurs Membres respectifs au sujet des questions se rapportant à la mise en œuvre du présent accord.

Commentaire: Le Secrétaire général de l'UIT et le Directeur général de l'OMC sont chargés de la mise en œuvre de l'Accord. Ils sont autorisés à prendre des dispositions complémentaires dans le cadre de l'Accord. Le paragraphe reconnaît aussi l'importance d'une collaboration étroite avec les Membres pour assurer la mise en œuvre effective et mutuellement bénéfique de l'Accord.

PARAGRAPHE 11

Le présent accord est réexaminé à la demande de l'UIT ou de l'OMC et peut être modifié par accord mutuel écrit.

Commentaire: Aux termes de cette disposition, les deux institutions sont tenues de réexaminer l'Accord si l'une ou l'autre d'entre elles en demande le réexamen sur un point quelconque. S'il n'est pas fait obligation d'accepter des modifications, toute demande de réexamen devrait être étudiée de bonne foi. Une modification nécessiterait l'agrément des deux Parties.

PARAGRAPHE 12

Le présent accord peut être dénoncé par l'UIT ou l'OMC, par notification écrite adressée à l'autre Partie, et cesse de produire ses effets six mois après la date de réception de ladite notification, à moins que les Parties n'en aient convenu autrement.

Commentaire: Un paragraphe sur la dénonciation est normalement inclus dans les accords internationaux.

PARAGRAPHE 13

Après approbation par le Conseil de l'UIT et le Conseil général de l'OMC, le présent accord entre en vigueur à la date de sa signature. Son entrée en vigueur définitive prend effet à la date à laquelle l'OMC reçoit notification de son approbation par la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT.

(Pas de commentaire sur le paragraphe 13)
